

# Communiqué

## **RECONSTRUCTION D'HAÏTI : les dirigeants internationaux doivent exiger la participation du peuple haïtien dans le processus**

Les dirigeants internationaux réunis à Montréal pour discuter de la reconstruction d'Haïti doivent faire pression pour la participation du peuple haïtien, la promotion des intérêts des femmes et des jeunes et une coordination des efforts sous la direction des Nations Unies, exhorte un regroupement d'agences canadiennes d'aide internationale.

Aux dires de Gerry Barr, président-directeur général du Conseil canadien pour la coopération internationale, « Il y a d'importants enseignements à tirer après deux décennies d'efforts en matière de développement en Haïti. La reconstruction du pays doit être efficace et responsable, répondre aux besoins immédiats de la population Haïtienne, et contribuer à jeter les bases d'un développement à long terme pris en charge par les Haïtiens mêmes. »

« Une remise sur pied réelle et durable, une solide reconstruction ne peut exister sans se pencher sur le développement à long terme d'Haïti, les enjeux environnementaux qui sont cruciaux, de même que les questions de bonne gouvernance » ajoute Michel Verret, directeur général par intérim d'Oxfam-Québec.

Dans une Déclaration s'adressant aux ministres des Affaires étrangères se rencontrant à Montréal lundi, le regroupement d'organisations a aussi réclamé une plus grande clarté dans la définition des rôles respectifs des travailleurs civils humanitaire et des forces militaires internationales.

« Haïti doit être réinventé en vue de partir sur de nouvelles bases. Nous devons nous assurer que la voix et les idées des plus démunis seront respectés » a déclaré Robert Fox, directeur général d'Oxfam Canada, membre de la COALITION HUMANITAIRE. « Le gouvernement, la société civile, la diaspora et la population – hommes, femmes, filles et garçons- doivent être entendus et jouer un rôle actif.

Les organisations pressent les décideurs des pays connus sous le vocable de « Pays amis d'Haïti » de dresser les fondations pour la reconstruction par l'annulation totale de sa dette internationale et l'octroi de l'aide sous forme de subventions plutôt que celle de prêts.

« Dans les jours suivant la catastrophe, nous avons vu des gouvernements, des agences d'aide internationales et les haïtiens travailler ensemble pour sauver des vies. Cette collaboration et ces partenariats doivent se poursuivre au-delà de la phase d'intervention d'urgence pour la redéfinition et la reconstruction d'Haïti» déclare Kevin McCort, président-directeur général de CARE Canada, membre de la COALITION HUMANITAIRE. « Plus important encore, nous devons nous assurer que le peuple haïtien sera un partenaire égal dans la planification, la prise de décision et la mise en place de cette reconstruction. »

La Déclaration encourage également les décideurs internationaux présents à cette rencontre à établir des mesures de sécurité claires afin d'assurer la protection du peuple haïtien pendant qu'ils entament la reconstruction de leur pays. Une attention particulière doit être apportée aux besoins des femmes et jeunes filles qui doivent jouer un rôle actif.

Alors que le pays passe des mesures d'urgence, à l'intervention humanitaire pour aborder enfin la phase de reconstruction, il doit y avoir un effort coordonné pour assurer aux haïtiens, particulièrement aux femmes et aux enfants, un accès constant à l'approvisionnement alimentaire et pour qu'ils possèdent les outils et les moyens en vue de rétablir leurs moyens de subsistances, indique la Déclaration.

Le tremblement de terre en Haïti a créé une telle dévastation que les efforts d'aide en Haïti seront sans aucun doute les plus importants depuis le tsunami en Asie du Sud-Est et exigeront une énergie extraordinaire de la part de l'ONU, des ONG et des gouvernements. Les Nations Unies et le gouvernement d'Haïti doivent demeurer les maîtres d'œuvre de l'intervention humanitaire internationale et doivent travailler au renforcement des infrastructures gouvernementales et civiles existantes.

La déclaration réclame également plus de financement pour les groupes de femmes qui s'impliquent dans la direction et la coordination des efforts humanitaires.

Le Premier Ministre haïtien Jean-Max Bellerive et la Secrétaire d'État américaine Hillary Clinton sont attendus à la réunion internationale de lundi. Fondé au début des années 1990, les « Pays amis d'Haïti » est un regroupement de pays partageant une vision commune qui se rencontrent en marge du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Pour plus d'information, contacter :

Katia Gianneschi: 613-241-7007 ext. 311